

# Le 190 : un an au plus près des besoins

**En 2010, plus de 500 personnes ont consulté au 190. Inauguré fin 2009 par l'association Sida Info Service, ce centre connaît des débuts encourageants. Parmi ses crédos, une mise sous traitement rapide, aux bénéfices autant individuels que collectifs.**

Situé dans le 20<sup>e</sup> arrondissement de Paris, ce centre de santé sexuelle a reçu son premier patient le 1<sup>er</sup> février 2010, avant d'en accueillir 121 autres dans l'année. « En 2011, le nombre de consultations explose », constate le directeur médical du 190, Michel Ohayon. La file active, qui croît à raison « d'un ou deux patients par semaine », atteint désormais les quelque 150 personnes. Un chiffre évidemment très en dessous des 3 200 patients du proche hôpital Tenon. Mais, avec deux médecins présents aux horaires d'ouverture, « le 190 ne chôme pas », se réjouit Michel Ohayon.

**Rapidité.** Ce centre de santé, qui constitue une première dans le milieu associatif, se veut à l'avant-garde en termes de prise en charge rapide. Rapide lors du dépistage, avec seulement 24 heures d'attente pour un rendu de test VIH, contre une semaine dans un centre classique de dépistage anonyme et gratuit (CDAG). Rapide pour les consultations : le rendez-vous peut être pris pour le lendemain, voire de manière immédiate. « Les gens doivent se dire qu'ils peuvent venir dès qu'ils en ressentent l'envie, sans attendre que cette envie passe », considère Michel Ohayon.

Quant au traitement, avec une trithérapie initiée dès 500 CD4/mm<sup>3</sup>, l'équipe du 190 va plus loin que les recommandations d'experts de 2010 (350 CD4/mm<sup>3</sup>). « Nous informons assez clairement le patient qu'il peut

demander » à être traité au-dessus de ce seuil, indique-t-il. Voir dès la primo-infection : parmi les 15 patients reçus à ce stade, « la majorité » ont aussitôt été mis sous trithérapie. Un traitement précoce dont les avantages ne cessent d'apparaître au fil des études.

**Bienfaits.** Des bienfaits d'abord individuels : les patients traités tôt ont moins de risques de mortalité, d'infections opportunistes, de maladies non classant sida (cancers, accidents cardio-vasculaires, troubles neurocognitifs, etc.) et le traitement de la primo-infection réduit la diffusion du VIH dans les réservoirs. Mais aussi un bénéfice collectif, celui de la « prévention par le soin » : le risque de transmission du VIH est fortement diminué chez les séropositifs dont la charge virale est indétectable sous trithérapie. Jusqu'à 96 %, selon la récente étude internationale HPTN 052 (lire p. 6).

Au-delà des arguments médicaux, comment s'y prend le 190 pour faire passer la pilule de la trithérapie auprès de personnes tout juste diagnostiquées ? « Nous sommes dans une optique : "Tu es séropo, ce n'est pas la fin du monde", explique Michel Ohayon. Notre but est d'empêcher le patient d'entrer dans la peau d'un malade. » Une approche que reflète le style décontracté de l'équipe : « Ici, il y a moins de gravité qu'à l'hôpital, nous ne portons pas de blouses blanches et nous n'avons pas de bureaux », rappelle l'infirmier de l'équipe, Marc Frémondrière.

## En chiffres

- 533 personnes ont consulté, dont 268 vivant avec le VIH (50,3%). Parmi elles, 122 sont suivies pour le VIH, dont 77 % sont sous traitement. Sur l'ensemble des usagers, 80 % sont des homosexuels ou des bisexuels masculins, 65 % vivent à Paris et 29 % dans d'autres départements d'Ile-de-France;
- 1 327 consultations médicales, dont 538 pour le suivi du VIH, 176 pour un check-up sexuel, 139 sur les IST et 107 en médecine générale;
- 168 tests du VIH, dont 16 positifs (9,5%).

En excluant les confirmations de tests réalisés ailleurs : 6 découvertes de séropositivité (3,6%).

Parmi elles : 1 primo-infection, 4 contaminations de moins de un an, 1 diagnostic tardif;

- Une équipe permanente de 5 personnes : 2 médecins aux horaires d'ouverture parmi les 5 du 190 (généralistes ou spécialistes du VIH, dont un addictologue et un dermatologue-vénérologue), 1 conseiller communautaire ou 1 psychologue-sexologue, 1 infirmier, 1 secrétaire médical.

**Horaires d'ouverture : de 16 h à 20 h du lundi au vendredi. [www.le190.fr](http://www.le190.fr)**

Source : rapport d'activité 2010.



**Un lieu pour les séronégatifs.** Si le nombre de séropositifs l'ayant élu comme lieu de suivi est « une surprise » pour l'équipe du 190, la moitié des usagers sont séronégatifs. Des personnes qui se considèrent à risque et qui viennent notamment pour le dépistage du VIH et des infections sexuellement transmissibles (IST). Une dizaine d'entre elles sont là en tant que partenaires d'une personne séropositive : une spécificité du 190, selon Michel Ohayon, qui « imagine assez mal » quel temps l'hôpital aurait pour de telles consultations de prévention.

De la prévention, mais aussi de la psychologie et de la sexologie, confiées à un consultant communautaire et à une psychologue clinicienne. « Une consultation saturée, que l'on devra doubler très rapidement », prévoit le directeur médical. Mais pas de consultation dentaire, dont les séropositifs sont très souvent tenus à l'écart : trop coûteux pour le 190. Et c'est là son talon d'Achille : s'il a gagné son défi en matière de santé publique, sa situation budgétaire est fragile.

**Talon d'Achille.** « La santé sexuelle ne se traite pas en trois secondes avec une personne, il ne nous est absolument pas possible d'être en équilibre avec l'Assurance-maladie », déplore Michel Ohayon. Seuls les actes tech-

niques rapportent. » Car le statut de centre de santé, le seul qui s'ouvrirait au 190, est économiquement peu rentable.

« Le 190 est dans l'incapacité de fonctionner sans un soutien financier conséquent », souligne son rapport d'activité. Parmi ses donateurs : la maison mère SIS, Sidaction et l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France. Selon le directeur de SIS, Patrice Gaudineau, le bilan sera dressé « vers juin 2013 », mais le but n'est « certainement pas d'arrêter le 190 ». Il qualifie l'expérience de « grande réussite ». « Il reste 300 000 euros à trouver, on pense y arriver », espère-t-il.

Une telle fermeture irait à contre-courant du plan 2010-2014 de lutte contre le VIH et les IST, dans lequel le ministère de la Santé prévoit la création d'un « réseau » de centres de santé sexuelle. Des lieux offrant « une approche globale de la sexualité », articulée autour de trois pôles : infectiologie (dépistage et traitement), fertilité/contraception et sexologie. Une manière de remettre un peu d'ordre dans un paysage éclaté entre les CDAG, Ciddist (Centres d'information, de dépistage et de diagnostic des infections sexuellement transmissibles) et CPEF (Centres de planification et d'éducation familiale).

Lors d'une visite rendue au 190 en mai, la secrétaire d'État chargée de la Santé, Nora Berra, a assuré qu'il servirait de « modèle » aux futurs centres, indique Patrice Gaudineau, qui n'a toutefois obtenu aucune précision du ministère quant à d'éventuels projets. Le plan ministériel prévoit pourtant d'expérimenter ces centres dans « une ou deux régions, l'une très urbanisée, l'autre rurale ». Une mesure dont Michel Ohayon craint qu'elle ne relève de la simple « annonce ».

## Sida Info Service change de statut

Après vingt et un ans d'existence, Sida Info Service a décidé, lors d'une assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue le 9 juin, de se transformer en une fédération, baptisée « SIS Réseau ». Principale nouveauté : une délimitation entre les activités non lucratives et lucratives. Ces dernières seront à présent assurées par une filiale, nommée « SIS-ICF » (Santé Info Solidarité-Ingénierie conseil formation). Un pres-tataire de conseils spécialisé dans le VIH et les maladies chroniques, mais aussi dans la dépendance, l'homophobie et les discriminations liées au statut médical.

Pour le directeur de SIS, Patrice Gaudineau, il s'agit de « se mettre en conformité » avec la circulaire

Fillon de janvier 2010, qui réforme les relations financières entre l'État et les associations. Car selon ce texte, seules les activités associatives non lucratives peuvent désormais bénéficier de subventions. Par ailleurs, « si nous avons continué ainsi, nous aurions couru le risque de voir toutes nos activités fiscalisées », explique-t-il.

Quant aux activités non commerciales – lignes d'appel, activités d'animation, délégations régionales, le 190 –, elles continueront à être assurées par l'association. Après trois ans d'existence (courant 2013), le 190 pourrait devenir autonome, tout en demeurant au sein de la fédération.